



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N°0179-2026

PERMIS DE STATIONNEMENT REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT

« Epreuve sportives Contre La Montre »

Sainte-Mère-Eglise

Période du 11/09/2026 au 12/09/2026

Le Maire de la commune nouvelle de Sainte-Mère-Eglise,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-4, L.2212-2 et L.2212-2 al5,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L.511-1,

Vu le Code de la Route et notamment ses articles R417-10 et R.325-1,

Vu le Code Pénal, notamment l'article articles R 610.5,

Vu le Code de Procédure Pénale, notamment l'article 78-6 portant sur le relevé d'identité,

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L113-1 et R113-1,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice des pouvoirs de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu l'arrêté du 24 Novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par Arrêtés des 17 Octobre 1968, 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971, 20 Mai 1971, 27 Mars 1973, 10, 25 et 26 Juillet 1974, 6 Juin 1977, 13 Juin 1979, 13 Décembre 1979 et 22 Septembre 1981.

Vu Instruction Interministérielle sur la signalisation routière Livre 1 8ème partie « signalisation temporaire » approuvé le 6 novembre 1992,

Vu l'arrêté n° 55-1366 du 18 octobre 1955 modifié, portant réglementation générale des épreuves et compétitions sportives sur la voie publique et l'arrêté du 1^{er} décembre 1961 modifié.

Vu le récépissé de demande d'ouvrir un débit de boisson temporaire et de vente au déballage,

Vu, le plan Vigipirate « Vigilance Renforcée »

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la Circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et vois publiques, et que toutes dispositions doivent être prises au sein même de l'agglomération pour faciliter la cohabitation et le déplacement des piétons et des véhicules dans les meilleures conditions,

Considérant qu'en raison d'un rassemblement programmé de personnes, de cyclistes et de deux roues motorisées, il y a lieu de modifier temporairement l'usage des voies ouvertes à la circulation et de ses dépendances, et afin d'assurer la sécurité et le bon déroulement de la course.

Entendu le présent exposé

----- A R R E T E -----

ARTICLE 1

Art 1.1 - « Sous réserve de l'obtention d'un arrêté préfectoral autorisant la compétition ci-dessus désignée et de sa bonne exécution, le Maire de la commune nouvelle de Sainte-Mère-Eglise autorise le pétitionnaire à occuper le domaine public temporairement pour le déroulement d'une course cycliste « Contre La montre » le 12 septembre 2026 de 08h00 à 20h00.

Art 1.2 - Les participants emprunteront le parcours suivant :

- Départ du Marché Couvert, Rue de la Liberté – Sainte-Mère-Eglise >>> Ravenoville Plage par RD15 >>> Utah Beach par RD421 >>> Turqueville par RD 913, RD14 et RD67 >>> Ecoqueneauville par RD 67 >>> Rue de la Liberté – Sainte-Mère-Eglise par RD 974 (Rue de La Liberté).
- L'organisateur veillera à informer les différents gestionnaires de voiries afin d'obtenir leur autorisation respectives.

Art 1.3 - L'épreuve sportive est autorisée à circuler sur le parcours suivant :

- **Agglomération de Sainte-Mère-Eglise :**
 - Rue de La Liberté, Rue Koenig, rond-point Locust Valley (D15), Rue de la Division Leclerc (D15) dans sa partie comprise entre le rond-point Locust Valley et le panneau de fin d'agglomération, le rond-point Sainte-Ode (D974).
- **Agglomération de Baudienville :**
 - Rue de Baudienville (D15) dans sa totalité.
- **Agglomération de Ravenoville (Bourg) :**
 - Rue de la Fontaine (D14) dans sa totalité, Route de la Mer (D15) dans sa partie comprise entre son croisement avec le RD 14 et le panneau de fin d'agglomération.
- **Agglomération de Ravenoville (Plage) :**
 - Route des Iles (D15) dans sa partie comprise entre le panneau de début d'agglomération son croisement avec La Rue des Alliés, Rue des Alliés dans sa totalité.
- **Agglomération d'Ecoqueneauville :**
 - Route du Jour J (RD67) dans sa totalité.

ARTICLE 2 « Stationnement » :

Art 2.1 - Du 11 septembre 2026 à partir de 12h00 au 12 septembre 2026 à 20h00, le stationnement des tous types de véhicules sera interdit sur l'ensemble des parkings du Marché Couvert pour permettre l'installation de la rampe de lancement des coureurs.

Art 2.2 - Du 11 septembre 2026 à partir de 23h00 au 12 septembre 2026 à 20h00, le stationnement des tous types de véhicules sera interdit :

- sur les voies désignées à l'article 1.3 de ce présent arrêté municipal,
- sur l'étendue du Parking du Marché Couvert,
- Rue du 505e Airborne dans sa partie comprise entre son croisement avec a Rue du Général Gavin et le terrain de boules, et dans la zone de retournement des bus scolaires.
- Aux abords de la déviation de sortie des camping-cars, sur le plateau sportif, skate parc et le terrain de football.

Seuls sont autorisés à stationner dans ces zones, les véhicules des organisateurs et de leurs ayants droits.

« Circulation » :

Art 2.3 - Le 12 septembre 2026 de 05h00 à 20h00, la circulation des véhicules sera interdite sur l'étendue du parking du Marché Couvert.

- Les camping-Cars et les véhicules désirant quitter l'aire de stationnement devront le faire par le plateau sportif vers la Rue du 505ème Airborne.
- La sortie des véhicules (côté camping-car) sera interdite vers la Rue de La Liberté et vers le parking du Marché Couvert.
- L'accès aux plateaux sportifs sera interdit depuis la rue du 505ème Airborne (sauf cyclistes).
- La circulation des véhicules-accompagnateur des coureurs se fera sous supervision de l'organisateur.

Art 2.4 - Le 12 septembre 2026 de 08h00 à 20h00, la circulation des véhicules sera interdite :

- **Rue de la Liberté** (deux sens) dans sa partie comprise entre le rond-point de Sainte-Ode et son croisement avec la Rue des Clarons.
- **Rue Eisenhower** vers son débouché avec la Rue de la Liberté.
- **Rue Koenig** (vers la Rue des Clarons) depuis son croisement avec la Rue A Quai jusqu'à son croisement avec la Rue des Clarons (les riverains de cette partie seront autorisés à sortir de chez eux en roulant à contre-sens de circulation jusqu'à la Rue A Quai).
- **Rue Koenig** (vers la Rue des Clarons) depuis son croisement avec le Rond-point Locust Valley jusqu'à son croisement avec la Rue des Clarons.
- **Rue des Clarons** (vers la Rue de la Liberté) dans sa partie comprise entre son croisement avec la Rue Koenig et la Rue de la Liberté.

ARTICLE 3 « Signalisation »

Art 3.1 - Une signalisation temporaire par panneaux (mobiles) de type B6a1 « Stationnement Interdit » sera positionnée par les Services Techniques de la commune sur les voies désignées à l'article 1.3 ainsi que sur la zone du marché couvert.

Art 3.2 - Des barrières de polices, en nombre suffisants, et un itinéraire de déviation par la Rue De Gaulle (depuis le Rond-Point de Fauville) seront pré-positionnées par les services techniques de la commune en relation avec l'organisateur.

Art 3.3 - Les barrières, la signalisation temporaire par panneaux (mobiles) de type B1 « Sens Interdit », les « Route Barrée » et la déviation seront mise en place avant le début de la course et retirées immédiatement après afin de rétablir la circulation (charge organisateur).

Art 3.4 – La fermeture des voies par des barrières et les panneaux (mobiles) de type B1 « Sens Interdit » seront mis en place par l'organisation de la course et retirées immédiatement après afin de rétablir la circulation (charge organisateur).

ARTICLE 4

Art 4.1 - L'organisateur de la manifestation devra mettre en œuvre tous les moyens qu'il jugera nécessaires afin d'assurer la sécurité des participants et du public présent sur les lieux, du début à la fin de la manifestation.

Dans ce cadre, avant le passage des coureurs et à charge de l'organisateur :

- Mise en place des personnels en nombre suffisant sur le parcours de la course cycliste et qui restera **sous contrôle permanent de « signaleurs » à charge de l'organisation**.
- Des protections adaptées seront disposées par l'organisation aux points du parcours pouvant être reconnu comme accidentogènes ou dangereux pour les participants à la course.
- Toute la signalisation temporaire et les barrières devront être retirées après le passage de la course ou au plus tard l'heure prescrite à l'article 1 afin de rétablir la circulation des usagers.
- L'organisateur devra prévoir un service de premiers secours adapté et aviser en amont les services de secours et d'incendie, ainsi que le SAMU des modalités de sa manifestation.
- En cas de problème liés à la sécurité, l'organisateur devra, sans délais, rendre compte à la Gendarmerie Nationale ou à la Police Municipale, de tous faits qu'il constatera ou qui lui seront rapportés et qui lui sembleront anormaux.

ARTICLE 5 « Parkings provisoires »

Art 5.1 - L'organisateur est autorisé à utiliser le Stade Equestre, le Terrain de Détente, le parking du Marché Couvert comme parkings provisoires pour les participants et le public. La gestion de ces parkings provisoires est sous la pleine responsabilité de l'organisateur. Le stationnement payant reste actif sur les autres parkings prévus par arrêté.

ARTICLE 6 « Dérogations et Sanctions »

Art. 6.1 – A titre dérogatoire, les membres de l'association et leurs ayants droits sont **autorisés à stationner** et à circuler dans la zone sécurisée sous la responsabilité de l'organisateur de la manifestation.

Art. 6.2 – A titre dérogatoire et dans le cadre de leur missions respectives, les véhicules des forces de l'ordre, de secours, de lutte contre l'incendie, des services techniques de la commune et des services d'urgences sont autorisés à circuler dans le périmètre mentionné du Marché Couvert et de ses abords.

Art. 6.3 – *Tout véhicule en infraction dans le périmètre sécurisé sera considéré comme en « Stationnement gênant sur voie spécialement désignée par arrêté » conformément à l'article R.417-10 du Code de la Route (NATINF 007588) – Cas 2. Une mise en fourrière immédiate, en plus de la verbalisation, sera prescrite par les agents des forces de l'ordre conformément aux textes en vigueur.*

Art. 6.4 – Les voies de circulation permettant l'accès des secours et les abords directs des points de fermetures devront être laissées libres en permanence. *Tout véhicule en infraction sera considéré comme en « Stationnement très gênant pour la circulation publique » conformément à l'article R.417-11 du Code de la Route (NATINF 031096) – Cas 4. Une mise en fourrière immédiate, en plus de la verbalisation, sera prescrite par les agents des forces de l'ordre conformément aux textes en vigueur.*

Art. 6.5 – Le fait de franchir, sans légitimité, un panneau mobile de type B1 sera poursuivi conformément au Code de la Route.

ARTICLE 7 « Sécurité incendie »

Art 7.1 - L'organisateur devra faire respecter les consignes de sécurité pour la protection des personnes et la lutte contre l'incendie, à savoir :

- La partie comprise entre le « MARCHÉ COUVERT » et les places de stationnement matérialisées devra être laissée libre de toute occupation afin de permettre l'intervention des secours et l'évacuation des personnes présentes.

Sur les trottoirs en bordure du bâtiment, une distance minimum de 1,20 mètre devra être laissée libre afin de permettre la circulation des piétons ou des autres usagers de la voie.

ARTICLE 8 « Protection de l'ivresse publique et lutte contre l'alcoolisation des mineurs »

Art 8.1 – En cas de demande d'implantation d'un point de vente de boisson (débit temporaire) et/ou de vente au déballage, l'organisateur, et/ou son prestataire de service éventuel, ont l'obligation de se conformer aux textes en vigueur et seront poursuivis en cas d'infraction constatées.

Rappel : Les détenteurs d'une licence, même temporaire, vendant de l'alcool sont tenus de se conformer strictement à la législation. Les responsables de ces établissements engagent directement leur responsabilité en cas de vente ou de cession à titre gratuit d'alcool aux mineurs conformément aux textes en vigueur.

Seules les boissons du groupe II/III sont autorisées à la détention et à la vente dans l'enceinte de la manifestation.

ARTICLE 9 « Lutte contre le bruit »

Art 9.1 - L'organisateur devra veiller à ce que son activité ou sa clientèle ne génèrent pas de nuisances sonores et ne sont pas autorisés à diffuser de la musique amplifiée à haut volume.

Rappel : Article R. 1334-31 du code de la Santé Publique « aucun bruit particulier ne doit par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité. »

(Article R.1337-7 Code de la santé publique – délit passible d'une peine d'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe - montant maximal : 450 €).

ARTICLE 10

Art. 10.1 – L'organisateur s'engage à souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile couvrant les risques liés à sa manifestation et aux dégâts éventuels pouvant être occasionnés aux installations mises à sa disposition.

Conformément aux textes et aux lois en vigueur, l'organisateur désigné de cette manifestation s'engage à respecter et faire appliquer ce présent arrêté municipal.

Rappel : En cas de « défaut de sécurité ou négligence par donneur d'ordre » l'organisateur sera seul pénalement responsable conformément aux textes et lois en vigueur sur le territoire national et pourra être poursuivi devant les tribunaux compétents.

Art. 10.2 - Toutes infractions aux dispositions prévues par ce présent arrêté municipal seront constatées et poursuivies par les agents des forces de l'ordre conformément aux textes en vigueur.

Rappel : Les autorisations d'occupation du domaine public ne sont pas un droit de fait. Elles sont temporaires, révocables et font l'objet d'une autorisation individuelle, qui dans le cas du non-respect de la législation et de la commission d'infractions, pourront faire l'objet de suspension temporaire ou définitive lors d'autres demande des mis en cause.

ARTICLE 11

Compte tenu du contexte international, et du plan VIGIPIRATE « Vigilance Renforcée » actuellement en place sur le territoire national, ce présent arrêté municipal pourra être modifié partiellement ou totalement, sans délais ni préavis, en cas d'élévation au niveau supérieur ou de menaces graves. L'organisateur devra aviser sans délais les Forces e l'Ordres de tous faits lui semblant anormaux ou de nature à compromettre la sécurité.

ARTICLE 12

Monsieur le Maire, le Colonel Commandant les forces de Gendarmerie Nationale de la Manche (voie hiérarchique), Les Agents de Police Municipale, Monsieur le Responsable des Services Technique de la Commune, l'Organisateur, ainsi que les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13

Ampliation sera transmise à :

Monsieur le Préfet du département de la Manche,

Monsieur le Maire,

Monsieur le Colonel Commandant les forces de Gendarmerie Nationale de la Manche (voie hiérarchique),

Les Agents de Police Municipale de Sainte-Mère-Église,

Monsieur le Responsable des Services Technique de la Commune,

Monsieur le Directeur des Services d'incendie et de Secours de la Manche (voie hiérarchique),

L'organisateur.

Fait à Sainte-Mère-Eglise, le 18 août 2026

Le MAIRE

Yohann Letouzé

Pour le maire absent,



Yohann LETOUZÉ

Conformément à l'Article 421-1 et suivants du Code de justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen (14) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

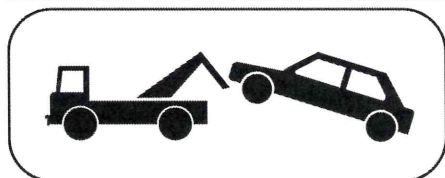
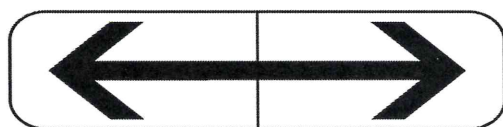
Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fit obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 Bis Q du Code Général des Impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

11/09/2026

à 12h00 au

12/09/2026

à 20h00



**Course
Contre La
Montre
2026**

**Art. R325-1 du Code de la Route
Art. R417-10 du Code de la Route**

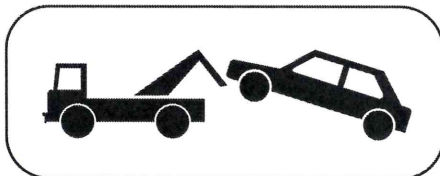
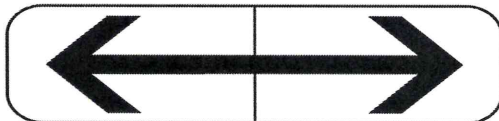
*Document consultable au tableau d'affichage de
la Police Municipale
13 Rue du Cap de Laine
50480 – Sainte-Mère-Église*

11/09/2026

à 23h00 au

12/09/2026

à 23h00



Course
Contre La Montre :

- Rue de la Liberté
- Parking Marché Couvert
- Plateaux sportifs
- Rue des Clarons
- Rue du 505e Airborne
- Rue Koenig
- Rue Division Leclerc
- Rue de Baudienville
- Rue de la Fontaine
- Route de la Mer
- Rue des Alliés
- Rue du jour J

Art. R325-1 du Code de la Route
Art. R417-10 du Code de la Route

*Document consultable au tableau d'affichage de
la Police Municipale
13 Rue du Cap de Laine
50480 – Sainte-Mère-Église*

Contre La Montre 2026

